
L'UNRWA, LES PALESTINIENS ET LE PROCESSUS DE PAIX: PERSPECTIVES DE RECHERCHE

Riccardo Bocco et Jean Hannoyer

Fondée le 8 décembre 1949, l'UNRWA est à la fois un acteur et un témoin central de l'histoire palestinienne depuis près d'un demi-siècle. L'agence onusienne est un des symboles de la responsabilité internationale à l'égard du "problème palestinien" non résolu à ce jour. Sur le plan juridico-politique, elle est également une sorte de gage pour le respect des droits des réfugiés enregistrés auprès d'elle, des droits au retour et à la compensation, selon la Résolution 194 (III) par. 11 du 11 décembre 1948 de l'Assemblée générale des Nations-Unies.

Engagée dès sa création sur la voie étroite que lui laissait la politique entre une installation refusée aux Palestiniens, dont elle avait la charge, et leur retour improbable, l'UNRWA a déployé des moyens importants en faveur des réfugiés. Comme l'a affirmé un de ses directeurs: "we exist to provide support for those Palestinians who need it, in the form that we can offer it, which is highly institutionalized and centralized – bureaucratic, if you like. It is quasi-governmental. We are providing the kind of education and health services that a Palestinian government would itself provide. UNRWA is (...) there to help Palestinian to help themselves" (Williams, 1989: 157).

Malgré l'utilisation potentielle pour la recherche en sciences sociales des données recueillies au fil des années par l'Agence (Endresen et Ovensen 1994), celle-ci est longtemps restée comme oubliée dans la représentation et dans la compréhension de l'histoire des Palestiniens. Comme si la présence de l'UNRWA allait tellement de soi, l'Agence a fait l'objet de très peu d'études spécifiques de la part des chercheurs¹, alors même que la question de Palestine

1. Dans l'étude bibliographique récemment réalisée par Endresen et Zureik (1995) sur les réfugiés palestiniens, il est étonnant de remarquer le petit nombre d'études consacrées à l'agence onusienne: sur 384 titres d'ouvrages (livres, articles, rapports) répertoriés, on peut compter sur les doigts d'une main les travaux qui ont pris l'UNRWA comme objet d'étude principal. Au cours des quelque cinquante ans d'existence de l'agence, seuls quatre livres portant sur elle ont été publiés: l'étude de Buehrig (1971) qui privilégie une approche de droit international; celles de Viorst (1989) et de Faysal (1996), qui se situent dans une perspective proche du journalisme politique; l'étude de Schiff (1955) qui, dans une approche d'économie politique, constitue le travail scientifique

qu'elle a accompagnée depuis si longtemps a été, elle, largement documentée. L'argument principal du projet de recherche récemment engagé par le CERMOC², dont ce texte constitue une présentation succincte, considère que l'histoire des Palestiniens – celle des réfugiés et des déplacés tout particulièrement – et l'histoire de l'UNRWA sont indissociables: la seconde est un élément indispensable à la connaissance de la première.

La conférence de Madrid, puis les Accords d'Oslo ont sans doute représenté des moments-clés dans la progression vers une solution de la question de Palestine, mais aussi le début de la "chronique d'une mort annoncée" de l'UNRWA, du moins dans les souhaits du gouvernement israélien (Pulfer & Jaradat Gassner 1997). Selon les termes de son Commissaire général en 1995 (Turkmen 1995), l'Agence se doit de réfléchir aux conditions et circonstances qui présideront à sa disparition. Entretemps, même si le mandat de l'UNRWA a été prolongé jusqu'en 1999 et en dépit des résultats des élections parlementaires israéliennes de 1996 et du nouvel agenda pour le processus de paix de M. Netanyahou, le climat international de l'après-guerre froide et l'idéologie libérale qui inspire plusieurs bailleurs de fonds constituent des menaces pour l'existence de l'Agence, perçue de plus en plus comme une sorte de quasi-Etat Providence démodé.

Il y a par conséquent plusieurs raisons urgentes d'entreprendre une recherche documentée sur l'UNRWA. Tout d'abord, pour construire une histoire, la plus fidèle possible, de ses réalisations en elles-mêmes et pour servir à la connaissance de l'histoire palestinienne. Ensuite, pour contribuer à la réflexion maintenant engagée sur la reconversion des acquis et du potentiel que recèle l'UNRWA dans le cadre et la perspective de la construction nationale palestinienne³. Enfin, pour les sciences sociales, les champs d'activité

actuellement le plus approfondi sur l'UNRWA. Parmi les thèses soutenues dans les universités anglophones, celle de Sayigh (1952) reste extrêmement importante pour la richesse des données sur les origines de l'agence et son impact économique sur les réfugiés et les Etats d'accueil. Les thèses de Gama (1972) et al-Farhan (1979) sont plutôt descriptives, alors que celles de Zalaito (1978) et de Nabhan Alwan (1995), sur les secteurs de l'éducation et des *Relief and Social Services* respectivement, allient qualité des données et problématiques de recherche stimulantes. Enfin, inévitablement, les politiques de l'UNRWA ont été l'objet de polémiques, parfois même très vivaces, y compris chez les universitaires, suscitant à différents moments de son existence des groupes de partisans (Stebbing 1985, Viorst 1989, Pulfer & Jaradat Gassner 1997) et de détracteurs (Perlmutter 1971, Ashkenasi 1990, Cervenak 1994).

2. Les enquêtes, qui ont commencé en janvier 1997 et qui s'achèveront en décembre 1998, couvrent divers thèmes et terrains en Jordanie, en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Le projet, coordonné par R. Bocco, rassemble dix chercheurs, arabes et européens: Randa Farah, Helen Fuger, Jason Hart, Jalal al-Husseini, Hana' Jaber, Stéphanie Latte, Abdallah, Riyad Mustafa, Adwan Taleb, Alberto Tonini et Mauro Van Aken. Trois bailleurs de fonds principaux financent les activités de recherche de l'équipe: la Direction du développement et de la coopération du ministère fédéral des Affaires étrangères suisse (Berne et Jérusalem), la Délégation de la Commission européenne (Bruxelles et Amman), la Division pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au ministère des affaires étrangères suédois (Stockholm).

3. Comme l'ont souligné les responsables de l'Agence, il faut bien noter que: *"the hand-over of services is not just a political issue. In each of its field of operation, UNRWA has run parallel, independent public sector services. Before handing over, it will be first necessary to harmonize*

de l'agence onusienne constituent un véritable laboratoire de recherche qui permet de faire converger sur un même objet d'étude, non seulement les approches plus fréquemment pratiquées de l'économie politique ou de l'histoire politique et du droit international, mais aussi celles de la sociologie des organisations, de l'anthropologie des réfugiés et du développement. Une brève présentation de quelques données relatives à l'Agence servira à introduire les directions de recherche proposées dans notre projet.

Quelques données à propos de l'UNRWA⁴

Fondée par la Résolution n° 302 (IV) du 8.12.1949 de l'Assemblée générale des Nations-Unies, l'UNRWA a été opérationnelle dès le mois de mai 1950. Elle a été établie dans le but de fournir secours, services sociaux, aide sanitaire et services scolaires aux réfugiés palestiniens enregistrés auprès de l'Agence et résidant en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza, en Jordanie, en Syrie et au Liban. Créée en tant que structure temporaire dans l'attente d'une solution "juste et durable" de la question de Palestine, le mandat de l'UNRWA a été renouvelé plusieurs fois: son 17^e mandat arrivera à expiration le 30 juin 1999, année de son 50^e anniversaire.

Le nombre de réfugiés palestiniens enregistrés par l'UNRWA en 1950-1951 était de 914 221 personnes. Au 31.12.1996, ce chiffre est monté à 3 368 330, soit un peu moins de la moitié de la population palestinienne dans le monde. Aujourd'hui, seul un tiers de la population réfugiée vit dans les 59 camps administrés par l'agence onusienne. La majorité des réfugiés est concentrée en Jordanie (1 389 603 personnes, c-à-d. 41% du nombre total des réfugiés enregistrés), suivie par la Bande de Gaza (731 942, c-à-d. 22%), la Cisjordanie (538 391, c-à-d. 17%), le Liban (356 258, c-à-d. 10%) et la Syrie (352 136, c-à-d. 10%).

L'UNRWA a débuté ses activités avec un effectif de 5 973 fonctionnaires: en décembre 1996, ils étaient 20 398, en grande majorité palestiniens (moins de 1% du personnel de l'Agence fait partie du "personnel international"). Par rapport au nombre d'employés, l'UNRWA est la principale agence onusienne et, au Proche-Orient, un des employeurs "étrangers" les plus importants après les compagnies pétrolières. En Jordanie, on compte 6 127 fonctionnaires, à Gaza 5 252, en Cisjordanie 3 283, en Syrie 2 800 et au Liban 2 453.

La majorité des employés (plus de 14 000 personnes, soit presque 70% du personnel total) travaille dans le secteur de l'éducation, doté de 382 écoles élémentaires, 254 écoles secondaires et 8 centres de formation technique, qui encadrent une population étudiante d'environ 440 000 élèves. En 1996, plus de 1 000 étudiants étaient bénéficiaires de bourses leur permettant de poursuivre des études universitaires. Les programmes sanitaires sont gérés par 3 467

UNRWA's services with those offered by the receiving authority. The goal of a harmonization process is to render the two services mirror images of each other so that the actual hand-over process itself will not result in any disruption" (UNRWA 1995: 11).

4. Sauf mention expresse, toutes les données de cette section sont tirées de *Unrwa Fact Sheet*, UNRWA Public Information Office, Gaza, March 1997.

fonctionnaires (environ 16% du personnel total) qui opèrent à travers 124 centres de soins de santé primaire (dont 14 cliniques pour la santé maternelle et infantile) et qui, en 1996, ont effectué plus de 6.5 millions de consultations médicales. Les programmes de secours et services sociaux emploient un peu plus du 3% du personnel total. Les programmes de secours dispensent de l'assistance aux familles les plus démunies (*special hardship cases*), soit 5.4% de l'ensemble des réfugiés enregistrés, et dont la majorité sont concentrés au Liban et à Gaza. En ce qui concerne les services sociaux: "following a policy of developmental social welfare, the shared objective of the social services programmes is to promote self-reliance, through poverty-alleviation schemes, and community-based, locally-managed institutions and services concerned with women and development, the rehabilitation and integration of refugees with disabilities, and youth activities and leadership training". Le reste du personnel de l'UNRWA, environ 11% du total, est employé dans les services logistiques et opérationnels.

En 1996, le budget de fonctionnement de l'UNRWA se montait à plus de US\$ 354 millions: 47.2% était dépensé dans le secteur de l'éducation, 17.3% dans la santé, 10.7% dans les programmes de secours et les services sociaux. Le budget de l'Agence est administré sur une base bi-annuelle, contrôlé par le comité consultatif de l'UNRWA et soumis à l'Assemblée générale des Nations-Unies. Les contributions volontaires constituent la principale source de financement du budget de l'UNRWA (seul 3% du budget, c-à-d. le coût du "personnel international", provient des Nations-Unies). La majorité des contributions volontaires sont versées en liquidités et 12% est offert en nature, principalement sous forme d'aide alimentaire.

Dans la période comprise entre 1950 et 1989, 35 pays ont contribué régulièrement au financement du budget de l'Agence, avec des dons supérieurs à 1 million de dollars. Les USA ont nettement devancé les autres donateurs, avec plus de US\$ 1.5 milliard, suivis par la Communauté européenne avec plus de 400 millions, la Grande-Bretagne (255 millions), le Japon et la Suède (autour de 170 millions chacun), le Canada (120 million) et, juste en-dessous de la barre des 100 millions, la République Fédérale d'Allemagne et la Norvège. Parmi les pays arabes, l'Arabie saoudite (70 millions) et le Kuwait (31 millions) ont été les plus généreux (UNRWA 1990: 30-31). Les données disponibles pour la première moitié des années 1990 montrent une certaine continuité dans le soutien de la plupart des pays donateurs susmentionnés, mais aussi quelques nouveautés. En effet, dans la période 1993-1994, l'aide de l'Union européenne a été supérieure à celle des USA, suivis, par ordre d'importance, par le Japon, la Suède, la Norvège, le Canada, l'Italie, le Danemark, la Hollande, la Grande-Bretagne, la Suisse et l'Allemagne. En 1995, un total de 61 pays ont contribué au budget de l'Agence (United Nations 1995).

L'engagement de l'UNRWA dans le soutien au processus de paix s'est concrétisé par la mise en place du Peace Implementation Programme (PIP), lancé en octobre 1993. Le PIP, formulé en étroite consultation avec la direction

l'OLP, se donne comme principaux objectifs l'amélioration des infrastructures et des conditions socio-économiques des réfugiés dans les cinq domaines (*fields*) où opère l'Agence. En réalité, depuis 1994, environ 80% du budget du programme est investi à Gaza et en Cisjordanie. Comme ses responsables l'ont souligné dans un document récent: "in UNRWA's view, improving living standards among the poorest has no bearing on broader political issues, such as the resolution of the refugee question" (UNRWA 1995: 11)⁵.

A partir de ce bref aperçu, trois séries de questions peuvent être posées à l'UNRWA comme lieu et objet d'étude. Elles sont ici synthétiquement présentées comme directions de recherche et font l'objet de développements spécifiques dans les travaux des membres de l'équipe de recherche du CERMOC.

L'histoire de l'UNRWA: de l'aide humanitaire au développement humain

Orientée sur l'éducation, la santé et les services sociaux, la mission de l'UNRWA a donné lieu à un ensemble de réalisations dans ces trois domaines qu'il s'agit d'abord de restituer historiquement dans leurs dimensions quantitatives et qualitatives, ainsi que par rapport à leur impact sur le terrain.

En tant qu'agence internationale impliquée dans l'aide humanitaire, l'UNRWA est une des plus anciennes dans l'histoire du XX^e siècle, à l'exception, bien entendu, du CICR. Sa mission en Palestine et au Proche-Orient a également constitué le premier important terrain d'essai des principes fondateurs des Nations-Unies (Urquhart 1995).

De l'aide d'urgence à la formation sur le long terme pour des populations déplacées, c'est toute une technique et une représentation du développement qui s'est progressivement exprimée et dont l'expérience mérite une analyse détaillée. En effet, explicitement ou implicitement, toute action d'aide suppose un schéma théorique quant à sa conception, et une tentative d'ajustement d'une théorie à une réalité dans sa pratique. Autrement dit, tout projet dans sa phase de conception et de réalisation, présuppose et véhicule un ensemble de valeurs et de visions du changement qui constituent les éléments idéologiques "cachés" des actions concrètes proposées par les experts et les responsables des projets. En ce sens, l'histoire des réalisations de l'UNRWA au cours de ses 50 ans d'existence est presque une histoire des idéologies et des pratiques de l'aide humanitaire et du développement au Proche-Orient.

L'Agence a eu pour mission de déployer ses activités en relation avec les pouvoirs publics locaux. Dans la confrontation des approches ou dans la

5. Cette position – soutenue par ailleurs au niveau de *Refugee Working Group* (RWG), dans le cadre des multilatérales, par plusieurs bailleurs de fonds et acteurs politiques (Tamari 1996) – est loin de faire l'unanimité chez les Palestiniens. En effet, une grande partie de ces derniers craignent que les programmes de développement économique servent à camoufler une option politique bien précise, à savoir celle du *resettlement* des réfugiés (Zureik 1996). Le débat n'est pas nouveau, car c'est bien à cause de ces mêmes craintes que, dans les années 1950, les programmes des travaux de l'UNRWA avaient été suspendus et le «w» inscrit dans l'acronyme de l'Agence était devenu obsolète. Parmi les études récentes des chercheurs, celle de Weighill (1995) fait écho aux propos du «Rapport Bristol», présenté par la délégation de l'Union Européenne au RWG.

coopération sur le terrain, les appareils juridiques, les pratiques administratives, mais aussi les contraintes politiques, ont souvent amené l'UNRWA à négocier sa mission au-delà de sa seule dimension humanitaire. L'étude des relations de l'UNRWA avec ses différents milieux d'exercice peut ainsi conduire à "revisiter" une partie de l'histoire politique du Proche-Orient: le mode de financement de l'agence et les pressions auxquelles elle a été soumise dans le temps permettent une relecture du rôle et du poids de ses bailleurs de fonds, des Etats d'accueil, ou encore de l'OLP.

A ce premier niveau, une approche de l'expérience de l'UNRWA basée sur l'économie politique et l'anthropologie du développement, pourrait aider à mettre en perspective les projets et les initiatives engagés par les organisations locales et internationales (bilatérales ou multilatérales) depuis les Accords d'Oslo. En outre, une telle approche pourrait dépasser l'étude de cas précis pour servir de cadre à une réflexion sur la pratique et la politique des agences internationales dont on sait à quel point elles sont sollicitées dans le monde aujourd'hui.

L'UNRWA dans l'histoire palestinienne: pour une sociologie de l'organisation

Avec plus de 20 000 employés aujourd'hui, dont 99% de Palestiniens, l'UNRWA est devenu un acteur et une part indissociable de l'histoire palestinienne. L'étude de la genèse de cette administration – une véritable "administration publique" – peut permettre une meilleure compréhension des modèles d'organisation et des orientations idéologiques de l'Agence et son impact sur les trois générations de réfugiés qu'elle a servis. Sa "culture politique et technique", constitue un potentiel, sans doute décisif, pour le futur de la société palestinienne dans son ensemble.

Mais parler d'administration veut dire parler de bureaucratie, tout d'abord sur le plan de sa signification étymologique, c'est-à-dire du "pouvoir des bureaux". En ce sens, bien que l'UNRWA soit une organisation créée pour les réfugiés palestiniens, ses directeurs sont recrutés au sein du personnel international. D'une part, cela a souvent amené les détracteurs de l'Agence à l'étiqueter comme structure "néo-coloniale". D'autre part, les enjeux que représente le contrôle de l'UNRWA – comme marché de l'emploi ou comme vecteur de construction identitaire, par exemple – ont constamment exigé de ses directeurs une capacité de recul et de "neutralité", souvent très difficiles à trouver. De ce point de vue, les fonctionnaires locaux de l'Agence ont reflété les courants, les représentations, les appartenances, les cultures qui composent la société palestinienne en général.

A ce second niveau, une analyse socio-politique de l'expérience de l'UNRWA et de son administration ouvre la réflexion sur la capacité de la population palestinienne à prendre en charge sa propre histoire dans l'hypothèse d'un transfert de responsabilités de l'Agence à l'Autorité palestinienne. En outre, la complexité du processus de transfert des compétences s'effectue dans le cadre d'un Etat palestinien en construction. Le cas des fonctionnaires de l'UNRWA employés en Jordanie, par exemple,

constitue, à cet égard, un terrain de recherche également important.

L'UNRWA et la mémoire palestinienne

L'intimité acquise de l'UNRWA avec l'histoire palestinienne la constitue comme un formidable lieu de mémoire vivante de cette histoire.

Les employés de l'Agence sont des témoins privilégiés de cette histoire. Recueillir leur témoignage sur leur expérience personnelle est une urgence pour sauver et restituer la mémoire de la dispersion et des itinéraires de la diaspora dans toute sa diversité, au-delà des clichés réducteurs dont elle a trop souvent fait l'objet.

A ce troisième niveau, plus anthropologique, c'est la représentation par les acteurs eux-mêmes de leur propre histoire, c'est la façon par laquelle ils la formulent et, plus généralement, ce sont les transformations vécues en profondeur par ces acteurs dans leur environnement, qui constituent les axes de l'enquête du projet du CERMOC. De ces représentations, dont les archives et les statistiques ne peuvent rendre compte, on peut attendre un éclairage nouveau sur une société trop longtemps réduite au rang de témoin passif de sa décomposition et à laquelle l'UNRWA a donné les moyens non seulement de sa survie, mais également de sa résistance et de sa dignité.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ASHKENASI, A., 1990, "The International Institutionalization of a Refugee Problem: the Palestinians and UNRWA", in: *The Jerusalem Journal of International Relations*, vol. 12, n° 1, p. 45-74.
- BUEHRIG, E., 1971, *The United Nations and the Palestinian Refugees. A Study in Non-Territorial Administration*, Bloomington, Indiana University Press.
- CERVENAK, Ch., 1994, "Promoting Inequality: Gender-based Discrimination in UNRWA's Approach to Palestine Refugee Status", in: *Human Rights Quarterly*, vol. 16, n° 2, p. 300-374.
- ENDRESEN, L. C. & OVENSEN, G., 1994, *The Potential of UNRWA Data for Research on Palestinian Refugees*, Oslo, FAFO.
- ENDRESEN, L. C. & ZUREIK, E., 1995, *Studies of Palestinian Refugees: a Bibliography*, Report presented by the Norwegian Shepherd of the Data Base Theme to the 8th Meeting of the Middle East Multilateral Refugee Working Group, December 12-14, Geneva.
- al-FARHAN, A. H., 1979, *The United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East: the Adaptation of the Organization to its Environment*, Ph.D. thesis, Department of Public Administration, New York University, 224 p.
- FAYSAL, A., 1996, *Al-laji'un al-filistiniyun wa wikala li-l-ghawth* (Les réfugiés palestiniens et l'agence de secours), Beyrouth, Sharika dar al-taqaddum al-'arabi.
- GAMA, A. H., 1972, *The United Nations and the Palestinian Refugees: an Analysis of the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near*

- East, 1 May 1950-30 June 1971*, Ph.D. thesis, Department of History, University of Arizona, 277 p.
- NABHAN ALWAN, S., 1995, *The Search for Sustainable Human Development: the Case of UNRWA Relief and Social Services*, M.Sc. thesis, Center for Development Studies, University of Wales-Swansea, 78 p.
- PERLMUTTER, A., 1971, "Patrons in the Babylonian Captivity of Clients: UNRWA and World Politics", in: *International Organization*, vol. XXV, n° 2, p. 306-308.
- PULFER, G. & JARADAT GASSNER, I., 1997, *UNRWA - Between Refugee Aid and Power Politics*, Jerusalem-Bethlehem, Alternative Information Centre, Project for Palestinian Residency and Refugee Rights, Memorandum 3/97, 36 p.
- SAYIGH, Y. A., 1952, *Economic Implications of UNRWA Operations in Jordan, Syria and Lebanon*, M.A. thesis, Department of Economics, American University in Beyrouth, 204 p.
- SCHIFF, B.N., 1989, "Between Occupier and Occupied: UNRWA in the West Bank and the Gaza Strip", *Journal of Palestine Studies*, vol. 18, n° 3, p. 60-75.
- SCHIFF, B.N., 1995, *Refugees unto the Third Generation. UN Aid to Palestinians*, Syracuse University Press.
- STEBBING, J., 1985, "UNRWA, an instrument of Peace in the Middle East", in: *International Relations*, vol. 8, n° 3, p. 270-281.
- TAMARI, S., 1996, *Palestinian Refugee Negotiations. From Madrid to Oslo II*, Washington D.C., Institute for Palestine Studies.
- TURKMEN, I., 1995, "L'UNRWA quarante-cinq ans après", in: *Revue d'études palestiniennes*, automne, n° 5 (nouvelle série), p. 26-31.
- UNITED NATIONS, 1995, *Report of the Commissioner-General of the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East, 1.7.1994-30.6.1995*, New York, General Assembly, Official Records, 50th Session, Supplement n° 13 (A/50/13).
- UNRWA, 1990, *UNRWA 1950-1990, Serving Palestine Refugees*, Vienna Headquarters.
- UNRWA, 1995, *UNRWA and the Transitional Period: a Five-Year Perspective on the Role of the Agency and its Financial Requirements*, Vienna Headquarters.
- UNRWA, 1996, *Basic Data on Palestine Refugees & UNRWA*, Programme Planning and Evaluation Office, April.
- URQUHART, B., 1995, "The United Nations in the Middle East: a 50-Year Retrospective", in *Middle East Journal*, vol. 49, n° 4, p. 572-581.
- VIORST, M., 1989, *Reaching for the Olive Branch: UNRWA and Peace in the Middle East*, Bloomington, Indiana University Press.
- WEIGHILL, L., 1995, "The Future of Assistance to Palestinian Refugees", in: *Asian Affairs*, vol. 26, n° 3, p.259-271.
- WILLIAMS, A., 1989, "UNRWA and the Occupied Territories", *Journal of Refugee Studies*, vol .2, n°1, p. 156-162.
- ZALATIMO, S. R., 1978, *Education and UNRWA: Analysis of the United Nations Relief and Works Agency Responsibility over Educational Programs in the Palestinian Refugee Camps on the West Bank of the Jordan River*, Ph.D. thesis, Department of Education, Southern Illinois University at Carbondale, 150 p.
- ZUREIK, E., 1996, *Palestinian Refugees and the Peace Process*, Washington D.C., Institute for Palestine Studies.